

A M'B. 10/20/ /87

REPUBLIQUE POPULAIRE DU CONGO
Travail-Educacion-Peuple

MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION

SECRÉTARIAT D'ETAT

DIRECTORAT DES AFFAIRES ETRANGÈRES
DIVISION DES AFFAIRES ETRANGÈRES
DIVISION DU PLANNING

D.D.C.E.P. n° 074622 du 20/08/87,
MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGÈRES
portant nomination de Monsieur ISSOMBO (Roma)
en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire de la République
Populaire du Congo à BONN (R.F.A.)

LE PRÉSIDENT DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI
DU PROGRÈS DU CONGO, PRÉSIDENT DE LA
REPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT.

Vu la Constitution du 3 Février 1971 ;

Vu la loi n°001/84 du 7 Décembre 1984, portant ratification de l'accord n°016/84 du 23 juillet 1984 portant modification de certaines dispositions de la constitution du 3 Juillet 1970 ;

Vu la loi 15/82 du 3 Février 1982, portant statut général des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu l'arrêté n°2087/DP du 21 Juin 1983, fixant le règlement sur la solde des fonctionnaires des cadres de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n°624/130/DP du 5 Mai 1984 fixant le régime des rémunérations des fonctionnaires ;

Vu le décret n°024/197/DP du 5 Juillet 1962, fixant les catégories et hiérarchies des cadres créées par la loi 15/82 du 3 février 1962 portant statut général des fonctionnaires de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n°014/196/DP du 31 décembre 1964 abrogant et remplaçant les dispositions du décret n°001/196/DP du 5 Juin 1962, fixant les échelonnements indiciaires des fonctionnaires ;

Vu le décret n°17443/AM-00/DP/DP du 6 Janvier 1977, fixant la durée des affectations des agents consuls dans les postes diplomatiques ou consulaires ;

Vu le décret n°024/08 du 1er décembre 1976, portant restructuration des Ambassades de la République Populaire du Congo ;

Vu le décret n°024/03 du 3 Novembre 1982, fixant le régime des frais de transport pour effet des diplomates, personnel administratif et technique mutés ou rappelés définitivement à la République Populaire du Congo

Vu le décret n°054/997 du 7 Septembre 1985, fixant le régime des indemnités de déplacement des agents de l'Etat ;

Vu le décret n°084/1147 du 4 Octobre 1985, fixant le régime de rémunération applicable aux personnels diplomatiques consulaires et assimilés et au personnel d'administratif en poste dans les services extérieurs du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération ;

Vu le décret n°344/86 du 8 Août 1984, portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n°074481 du 20/08/87, portant nomination des Membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 074482 du 20/08/87, portant organisation des interim des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°0824/231/AM-SC/DAAF/DP portant nomination de Monsieur Y.H.DZ. (Président du) en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Populaire du Congo à Bonn (RFA)

D E C I S I O N

.../...

Article 1er. - Monsieur Ismaïl SASSOU, Inspecteur des Travau au Secrétariat du 5^e échelon de l'Administration à Libreville, au sein des Services Techniques (Sécurité) Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Populaire du Congo à Libreville (R.P.C.) est nommé Inspecteur Plénipotentiaire et Plénipotentiaire de la République Populaire du Congo à Paris (R.P.C.) en remplacement de Monsieur YANDZA François Cérès, rappelé à l'intérieur du bilan.

Article 2. - Les Ministres du Plan et du Développement, de la Coopération, du Travail, de la Sécurité Sociale et de la Justice, ministre des Finances, le Plan et des Finances sont chargés d'assurer tous les frais liés à la mise en œuvre et l'exécution du présent décret qui prendra effet à compter de la date de prise de service de l'intéressé à l'Am- bassade de la République Populaire du Congo à Paris sans ~~compte~~ et publié au JORPC.

Libreville, le 30 OCTOBRE 1987

Par le Président du Conseil Central
du Parti Congolais du Travail, Président
de la République, chef du Gouvernement,

Colonel Denis SASSOU-NGUESSO.-

Le Premier Ministre,

Pour le Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération,
le Ministre de la Santé et des Affaires Sociales,

Ange Edouard POUJNU.-

Le Garde des Sceaux, Ministre du
Travail, de la Sécurité Sociale et
de la Justice.

Le Ministre du Plan et des Finances

Commandant Dieudonné KEMBEBE.-

Pierre TCHIBA.-

AMPLIATIONS :

- PR	2
- PM	2
- CAB/MAEC	2
- SGAECC	2
- MFB	2
- MTSSJ	2
- DGFP/DGCE	4
- DGB	2
- DCF	2
- DAAF/DP	4
- AMBACO-BONN	2
- INTERESSE	2
- DOSSIER	3
- JORPC	2